

**La diversification économique en Algérie :
Proximité méditerranéenne et réalités algériennes.**

**Economic diversification in Algeria:
Mediterranean proximity and Algerian realities**

Dr. Mohamed AMRANI

Univ Abdelhamid ben Badis–Mostaganem, email: mohamed.amrani@univ-mosta.dz

Reçu le :30/05/2021

Accepté le :11/11/2021

Publié le :30/12/2021

Résumé:

La diversification des économies en dehors du secteur des hydrocarbures est l'axe principal des politiques économiques mises en place par nombre de pays producteurs de pétrole. La volatilité des revenus pétroliers associés à la forte croissance démographique en sont les précurseurs de ces politiques. Cette contribution retrace le phasage de l'économie algérienne ayant mené au pourquoi de la diversification. La stratégie a été adoptée depuis le milieu des années 1970, sans pour autant arriver à sortir le pays de la dépendance malgré une position géographique et une proximité sensé renforcer les chances de la réussite. Ni la proximité à l'Europe, ni la méditerranée encore moins les stratégies successives n'ont réussi à concrétiser une réelle politique de substitution aux importations.

Mots clés : situation économique, économie diversifiée, projet d'investissement.

Jel Classification Codes: G21 ; G3

Abstract

The diversification of economies away from the hydrocarbon sector is the main thrust of economic policies implemented by many oil-producing countries, and the volatility of oil revenues combined with high population growth are the precursors of these policies. This paper traces the phasing of the Algerian economy that led to the reason for diversification. The strategy has been adopted since the mid-1970s without succeeding in getting the country out of dependence, despite a geographical position and proximity that are supposed to strengthen the chances of success. Neither the proximity to Europe, nor the Mediterranean even less the successive strategies have managed to achieve a real policy of substitution to imports.

Keywords: economic situation, diversified economy, investment project

Jel Classification Codes: G21 ; G3

Introduction

Les nombreux bouleversements que l'espace euro-méditerranéen a récemment connus ont entraîné, outre crises et conflits, le creusement des inégalités, de nouveaux flux migratoires et des trafics de tous ordres. Il importe donc d'imaginer de nouvelles démarches qui tiennent compte des nouveaux rapports internationaux et des composantes transnationales.

Plutôt, la décolonisation et la question du développement mettent le pétrole au cœur des relations internationales », rappelle Hervé l'Huillier dans son article "Pétrole et relations internationales depuis 1945

Le pétrole et le gaz sont plus que jamais au cœur de toutes les tensions et rivalités stratégiques. C'est ce qu'explique Pascal Lorot dans l'article "Géopolitique des hydrocarbures" Questions internationales n°24 de mars-avril 2007, La Documentation française. « Depuis la fin de la guerre froide, les tensions ne sont pas retombées. Tout juste prennent-elles d'autres formes et font-elles apparaître de nouveaux acteurs.

Ces rivalités pour la maîtrise des approvisionnements énergétiques s'inscrivent de plus en plus, sur un arrière-fond, inédit jusque-là, de raréfaction des ressources. La disparition programmée du pétrole, avérée ou attendue, ne pourra en tout état de cause que renforcer la confrontation entre grands acteurs pour la sécurisation de ressources qui sont appelées à devenir toujours plus convoitées.

L'Algérie dans cette espace euro-méditerranéen veut assurément tirer son épingle du jeu, d'autant plus qu'elle recèle des capacités de négociation importantes mais, pas suffisantes. En effet, et au-delà de sa situation stratégique, la richesse de son sous-sol, son modèle économique (revue et corrigé à plusieurs reprises) traîne les pieds laissant échapper des opportunités extrêmement rares au profit de son pourtour. La présente contribution essaie de scruter les horizons possibles de l'économie algérienne dans une perspective loin de la dépendance au pétrole autrement dit une perspective qui s'ouvre sur la diversification économique, c'est exclusivement le mauvais fonctionnement des modèles s'appuyant sur les hydrocarbures qui légitimise une telle priorité et qui suggère des remises en

causes profondes. D'abord, nous abordons brièvement l'économie algérienne cinquantenaire. Comment la dépendance de l'économie vis-à-vis des hydrocarbures accentue-t-elle les enjeux de développement du pays devant les contraintes internes (la chute des cours des hydrocarbures et à l'insuffisante diversification économique, épuisement de la ressource, etc.) et externes (mondialisation, changements climatiques, crises, etc.). Ensuite, pourquoi la diversification est-elle nécessaire pour l'Algérie ? Que faut-il faire pour émanciper l'économie algérienne des hydrocarbures ? Quelle est la possibilité d'orientation des recettes de la rente pétrolière vers une économie diversifiée ?

La méthode adoptée dans l'article consiste à envisager la question de la diversification économique comme un véritable projet d'après pétrole pour libérer le pays de la dépendance de l'or noir. Pour mieux comprendre le paradoxe algérien symbole de cette réflexion en s'appuyant sur une analyse de différentes étapes économiques.

I- Problèmes cruciaux de l'économie algérienne

Il y a plus de cinquante ans, l'Algérie accédait à l'indépendance, confrontée à une situation totalement inédite. Pour se développer, le pays, sans traditions ni passé industriels, ni équipement moderne ne peut embrayer sur nul acquis antérieur : ni administratif, ni industriel, ni managérial, ni technologique. Ni les marchés, ni les technologies, ni les entrepreneurs, ni les managers n'existent (Bouhou, 2009,p 327).

1- L'expérience de développement national autonome : une stratégie de rupture avortée.

Deux décennies durant, les Algériens vont connaître une ère de progrès, avec le développement de l'emploi et de la salarisation, l'instruction généralisée, l'accès, certes inégal, au confort domestique, le logement, les bienfaits de l'électricité et du gaz, l'eau courante. Dans un court temps historique, celui qui sépare le 1er Plan triennal, 1967-1969 du plan quinquennal 1980-1984, une offre industrielle - et plus généralement une infrastructure économique, sociale et culturelle-, nationale et non assujettie aux contraintes de rentabilité du capital était créée sur une base

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

volontariste et qui, à ce titre, ne saurait être appréciée à l'aune des critères de rentabilité financière et, pour être plus clair, des impératifs de profit. La société algérienne prend pour la première fois de son histoire contact avec un spectre très diversifié de techniques modernes de production et de gestion (Bellal, 2013, p3). De jeunes Algériens s'initient aux formes modernes d'organisation et de gestion d'ensembles industriels. La population féminine occupée passe de 94 000 personnes en 1966 à 365 000 en 1989. Des classes moyennes urbaines et rurales se sont formées à un rythme rapide et ont vu leur base s'élargir grâce à l'industrialisation, à l'éducation, notamment. C'est une époque d'accélération de l'histoire, d'extraordinaire mobilité sociale qui fait basculer des millions d'ex colonisés dans l'univers des attributs matériels de la vie moderne, jusqu'alors chasse gardée de la minorité européenne (Pironet, 2012, p15) L'Etat œuvre au progrès matériel et social de la population. Le travail, le logement, la santé, l'éducation sont des droits codifiés dans les textes fondamentaux du pays (Constitution, Charte nationale).

Cet Etat national est le sien. La portée historique de cette brève expérience de développement national autonome est considérable. La tentative de développement économique et social autonome est avortée. Inaugurées, à pas feutrés, dès le début de la décennie 1980, trois décennies de restructurations libérales vont en démanteler les outils essentiels et en annuler les avancées les plus remarquables en engendrant un phénomène de désindustrialisation, de régression sociale, de panne structurelle du développement et de fragilisation de l'Etat national.

A la dynamique d'extension de la base productive, notamment industrielle, s'est substituée celle de sa régression, résultat notoire de la «transition à l'économie de marché ». La croissance soutenue de l'emploi de l'ère des plans nationaux de développement a fait place à celle du chômage visible ou masqué qui a accompagné l'époque des programmes d'ajustement/restructuration post 1988 (Chaponnière & Pierre Judet, 1993, p53). La structure de l'emploi à prédominance productive de l'industrialisation s'est effacée au profit de celle où dominant, depuis deux

décennies au moins, le commerce et l'informel. Pour les jeunes diplômés(e)s, l'offre d'emplois gratifiants et valorisants de l'époque des plans de développement a été supplantée par celle des petits boulots précaires et/ou par les débouchés de l'exode. Trente années de libéralisme qui ont provoqué un puissant mouvement de décompositions/recompositions, déclassements-reclassements sociaux, contribuant à fragmenter la société et à casser les anciens clivages. Ce qui structure la réalité sociale, aujourd'hui, c'est la dynamique des inégalités croissantes qui séparent le haut et le bas des revenus, des inégalités de patrimoine, biens fonciers ou immobiliers, produits financiers, ressources en devises, des inégalités en termes de mobilité internationale et de statut citoyen y affèrent. L'économie algérienne n'est plus qu'une économie de négoce, irriguée par les dollars du pétrole, dominée par l'informalité, prolifique en importations de biens de consommation et en emplois précaires et sous-qualifiés, creuset des inégalités sociales. Sans ancrage productif, de la mousse sans noyau. Les taux élevés d'augmentation du PIB obtenus à la faveur d'un redressement du prix du pétrole depuis 2003 n'ont engendré aucune dynamique réelle de l'économie algérienne. C'est la (re)chute dans le sous-développement. Mais pour les libéraux, l'échec est dû à l'application insuffisante de leurs recettes. Cinquante ans après l'indépendance, l'Algérie est confrontée à un renversement radical de perspective, porté par un courant d'idées et des groupes sociaux qui ambitionnent de la projeter dans le libéralisme économique et politique, système qu'ils tentent de légitimer comme le prolongement naturel de son combat pour l'indépendance et qui doit, à leurs dires, refermer la « parenthèse aberrante » de 50 années « d'échec recommencé », qui en a dévié la trajectoire (Rebah,2012, p3). Qu'il s'agisse du développement industriel, agricole ou social, la sentence de l'échec est inscrite dans l'attendu même qui les qualifie : "l'audace indépendantiste" prolongée impudemment sur le terrain de l'économie, et son corolaire la coupable non-conformité au modèle de référence et au statut traditionnel assigné aux pays de notre rang. En forçant le raisonnement, on est amené à comprendre que les choix du développement national indépendant ont dévié le pays

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

d'une trajectoire vertueuse déjà inscrite en pointillés dans son statut d'économie coloniale. Une anomalie donc. Le retour au modèle de référence devient alors une "urgence historique ». Redoutable perspective qui ne peut pas ne pas interpeller ceux qui ont toujours placé la question de l'émancipation nationale et sociale et des voies de sa réalisation au centre de leur réflexion et de leur engagement. Sous cet angle de préoccupation, l'indispensable effort d'analyse nous commande non seulement de cerner comment l'entreprise de démantèlement libéral a opéré pour produire ce considérable retournement mais également comment et pourquoi elle a pu le faire ce qui revient à mettre en évidence les facteurs explicatifs liés aux causes de la mise en échec de l'expérience de développement national autonome (Rebah, 2012 ,p3)

2- Des limites de l'expérience de développement autonome et de sa mise en échec

Ce qui apparaît au grand jour ce sont les conflits qui éclatent au sein des organes dirigeants au sommet de l'Etat. En dépit du caractère de luttes personnelles et de rivalités pour le pouvoir que ces affrontements revêtent et qui en constituent une dimension indéniable, ils traduisent, quant au fond, des divergences concernant les questions fondamentales de l'heure. Les différends sont tranchés par le recours à la force. Des leaders de la première heure de la guerre de libération nationale sont contraints au silence, jetés en prison ou poussés à l'exil. Certains d'entre eux, seront plus tard, assassinés. Le modèle qui va graduellement s'imposer par voie autoritaire, à coups d'ordonnances, semble alors correspondre aux exigences suprêmes du décollage économique et du state-building (Belmihoub, 2008, p117) Cet Etat de conception militaro bureaucratique, par nature hégémonique, a besoin d'un ordre national où ne s'inscrivent ni rapports sociaux ni conflits politiques et économiques. La tension entre les différents impératifs de l'édification de l'Etat -nation est soit niée et occultée soit réprimée. Dans le couple Etat-nation, le 2ème terme est absent, le 1er est réduit à la fonction de centre technico-administratif qui joue le rôle de moteur de la

modernisation avec comme contrepoids la restauration identitaire arabo islamique.

La question de l'archaïsme des structures sociales et familiales et des rapports entre les sexes, tout comme celle de la démographie doivent trouver leur solution dans « la dynamique du développement » et non dans de « stériles confrontations inspirées d'expériences étrangères (Bellal, 2013, p.4). L'industrialisation relève davantage de la construction technique administrée, pilotée d'en haut, par voie administrative que du processus de transformation sociale à long terme, qui affecte tous les secteurs de la société, impliquant l'ensemble des acteurs concernés à la base, intégrant les acquis de l'expérience accumulée et tissant les alliances appropriées (Rebah, 2012, p4). Le développement et la justice sociale, aspirations légitimes séculaires du peuple algérien, sont opposés au multipartisme source de perte de temps, d'inefficacité et facteur de division stérile. Le pluralisme est banni, les libertés démocratiques et syndicales ne sont pas reconnues. L'État-nation du nationalisme algérien considère la politique comme d'abord et avant tout « lieu de transformation du social ». Et c'est « la priorité de l'heure » et non les formes politiques de représentation des intérêts sociaux dans une société, dont la structure sociale est si faiblement stratifiée. Les problématiques de choix et d'alternatives tout comme celle de pluralité des pouvoirs apparaissent tout simplement étrangères à ce contexte. L'impératif de construction étatique et de sa cohésion prime sur le reste.

Au total, un système politique monopartite qui ne tolère ni contre-pouvoirs ni expression autonome, où les consensus sont construits, en règle générale, d'autorité, qui sous-estime les contradictions spécifiques au mode de construction nationale autonome emprunté (poids grandissant du marché capitaliste international, émergence de couches moyennes instruites et éduquées, dynamique retardataire des rapports sociaux idéologiques : rapports de sexe, famille, école, langue, religion), et dont le cadre institutionnel tarde à faire place à l'expression des nouvelles configuration d'intérêts sociaux nées du développement intense de la base économique et du progrès matériel. Ce raccourci politico-institutionnel pensé comme le moyen de rattraper le retard historique a fait l'économie de la réflexion

collective et du débat démocratique autour de la question des différentes variantes susceptibles d'être mises en œuvre pour la politique de développement et des conditions de succès de celle-ci (Rebah, 2012 ,p5).

3- Les libéralisations algériennes ou la technologie de l'insémination artificielle du capitalisme.

Après la mort de Houari Boumediene, en décembre 1978, le camp libéral entre en campagne pour engager l'idée qu'il fallait changer de cap. La « Synthèse du bilan économique et social de la décennie 67-78 » adoptée en 1980 est emblématique de cette action de propagande (Bellal, 2013,p8). Le « jeu » de la contrainte extérieure, actionné de manière conjuguée par les leviers Reaganiens du taux de change du dollar, du prime-rate américain et du Price-maker pétrolier saoudien va opportunément peser dans le sens des manœuvres du tournant libéral. L'industrialisation, encore dans sa phase embryonnaire, est soumise au crible d'une critique sans nuance. La Révolution agraire est remise en cause puis, abandonnée. Le changement doit, toutefois, passer par une phase de conversion idéologique (Rebah,2012,p11). Le programme anti-pénurie (PAP) va participer de cette stratégie : il s'agit de « convaincre des avantages de la libéralisation sans en dévoiler les coûts ». La réflexion de la plupart des économistes est, elle, accaparée par le travail visant à documenter failles, incohérences, limites, etc, du « régime dirigiste ». Il s'agit de produire les pièces à convictions sanctionnant la fin du « modèle de l'économie administrée ». L'alternative de l'ordre marchand capitaliste n'est pas mûre, cependant. Il reste une vaste entreprise à engager : combler une béance historique, l'absence d'une classe d'entrepreneurs et donc d'acteurs du capitalisme. Certes, l'économie parallèle, le secteur privé constituent le champ d'action et d'expérimentation pour former ces acteurs. Mais, comment, cependant, instaurer et généraliser les rapports sociaux et les institutions qui permettent à l'argent de devenir capital et au critère de discipline du marché de fonctionner, en bref fonder une économie basée sur la propriété privée et gouvernée par la loi du profit, quand prédomine un

secteur étatique puissant construit autour du monopole des richesses pétrolières et qui fonctionne selon une logique antinomique, c'est-à-dire affranchie de l'impératif du profit(Bellal, 2013,p4).

Le renversement de perspective va, donc, se dérouler progressivement, par glissements successifs. A l'origine, il s'agissait d'une problématique gestionnaire, portée par les managers des entreprises publiques qui revendiquent le statut d'acteurs autonomes de l'économie en négociant de nouvelles règles du jeu avec l'Etat propriétaire et actionnaire unique. L'autonomie de gestion est une condition déterminante de la performance des entreprises. Elle n'est cependant pas suffisante, font vite observer des experts de la Banque mondiale, spécialistes de l'entreprise publique (Bouhou, 2009,p330). Le passage à l'économie de marché implique, rappelle-t-on, « l'existence d'acteurs, personnes et institutions, capables d'agir sur le marché, c'est-à-dire bénéficiant d'un certain nombre de droits (fructus, abusus fructus) associés à la détention d'actifs. En d'autres termes, il ne peut se concrétiser que par le renoncement à la propriété publique des entreprises et des banques. Ces orientations s'inspirent des 10 commandements du « consensus de Washington » : discipline budgétaire, restriction des dépenses publiques (suppression des subventions), réforme fiscale, adoption d'un taux de change unique et compétitif, libéralisation des échanges, élimination des barrières à l'IDE, privatisation des entreprises publiques, dérégulation des marchés, respect des droits de propriété. Il ne s'agit donc plus de réformer le mode de gestion centralisé de l'économie mais de changer radicalement de régime économique (Roussillon, 1996).

La problématique économique algérienne a cessé d'avoir pour centre de gravité la construction des bases productives et du cadre institutionnel du développement national indépendant. La question du mode de régulation marchand, cheval de bataille des réformateurs, qui s'était assujettie celle, jusque-là prépondérante, du développement, ne va pas tarder, elle-même, à s'éclipser complètement. Le développement devient «le fruit promis d'une croissance spontanée transmise par le marché mondial et une spécialisation fondée sur les avantages comparatifs ». La question de l'attractivité du

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

cadre institutionnel en constitue la variable-clé(Bellal, 2013,p9). En creux, la question d'un autre Etat.

La mutation est considérable, la permutation d'hégémonie, frappante. Derrière la sémantique de bon sens des Réformes, un agenda politique précis a imposé son champ d'observation et d'analyse, son objet, sa problématique et les catégories pour la traiter et bien sûr le vocabulaire approprié pour la vulgariser. On assiste à une « véritable inversion rétrospective du modèle», comme caractérise ce phénomène de remise en cause, le politologue français arabisant Alain Roussillon. Et l'on ne peut que souligner la pertinence de son constat, dans ce contexte. En effet, « tous les indicateurs qui, dans les années 60 et 70, semblaient témoigner de la volonté (de l'Algérie) de construire les bases matérielles de (son) indépendance tendent à être rétrospectivement réinterprétés dans la perspective d'une mécanique inverse : blocage et stérilisation des capacités productives-dépendance accrue vis-à-vis des économies occidentales. L'entreprise de déconstruction du projet de développement autonome s'est armée d'un maître-mot, Réforme, qui devient l'enseigne technique, socialement et politiquement incolore, d'un processus de destruction des outils stratégiques du développement national autonome, de la dimension à long terme du développement, des ressorts de l'ambition nationale. La phase de la prescription normative de l'ordre économique libéral. Mais la médiocrité des résultats des dispositifs successifs de libéralisation économique expérimentés trois décennies durant est patente et la « rébellion des évidences empiriques » contredit la visée du schéma doctrinal. L'économie algérienne à la fin des années 90 expose les trois caractéristiques que François Perroux attribue à l'économie sous-développée. C'est une économie désarticulée. Il y a eu blanchissement de la matrice du fait de la rupture de très nombreuses liaisons amont-aval – quasiment toutes si l'on choisit un niveau élevé d'agrégation des activités productives industrielles et agricoles. Le développement fulgurant du secteur informel est un autre signe de cette désarticulation du système productif algérien. (Bellal, 2013, p10) C'est une économie dominée. La

domination n'est plus celle de l'époque coloniale ; la domination se joue directement dans les rapports avec le capital international. Il en résulte une dépendance aggravée de l'économie algérienne à l'égard de l'extérieur, en matière d'approvisionnements et de technologie. L'échec du triptyque : libre –échange-privatisation-IDE est cinglant. Outre la libéralisation totale du commerce extérieur qui est la conditionnalité - reine des programmes d'ajustement structurel du FMI, privatiser pour attirer les IDE forme le complément systématique des politiques d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale. De même, les adhésions à la ZLE, la ZALE et l'OMC sont autant de « signes de notre volonté de s'intégrer au processus de mondialisation appréciés des investisseurs potentiels».

II- Ou en est la diversification de l'économie algérienne ?

Le début du 21ème siècle a été marqué par une hausse spectaculaire des prix du pétrole, la rente pétrolière augmente, accompagné d'une amélioration des conditions climatiques conduisant à une augmentation des rendements agricoles, le tout a conduit à une amélioration de la situation économique et sociale de l'Algérie. Cependant, les résultats de ces politiques se sont dégradés une fois que les prix du pétrole ont chuté, les indicateurs macro-économiques se sont détériorés, conduisant à une politique d'austérité rigoureuse, ce qui confirme une fois de plus la fragilité de l'économie algérienne et sa dépendance envers la rente pétrolière. (Rebah,2012,p11).

En juillet 2016, le gouvernement algérien a adopté un modèle économique, basé sur une nouvelle politique financière et la diversification de l'économie algérienne à l'horizon 2030. Les recettes doivent être consolidées afin d'assurer la couverture des dépenses de fonctionnement, le déficit budgétaire doit être maîtrisé avant 2019, la mobilisation des recettes supplémentaires nécessaire au marché financier interne. En ce qui concerne la diversification de l'économie, les efforts seront concentrés sur l'augmentation du PIB en dehors du secteur des hydrocarbures à un taux annuel de 6,5% durant la période 2020-2030, le revenu par habitant sera doublé et la multiplication de la part des industries industrialisantes dans la valeur ajoutée de 10% du PIB en se

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

basant sur le rôle de transition énergétique et la diversification des exportations afin de garantir la sécurité alimentaire.

En évaluant ce modèle, la banque mondiale ainsi que d'autres institutions estiment qu'il va changer la structure de l'économie algérienne à travers trois périodes clés : la période de décollage basée sur la préparation d'un meilleur climat d'investissement pour exporter et freiner le déficit budgétaire ; à partir de 2020 la période transitoire envisage de rattraper et de s'adapter aux données et aux exigences nouvelles ; enfin la phase finale qui commence en 2025 qui vont réaliser les objectifs tracés par le nouveau modèle (Belhadi, 2015). D'autres estiment que les axes de ce modèle ne sont pas homogènes, précisément en ce qui concerne le rôle de l'Etat dans la subvention des grandes entreprises (l'entreprise du gaz et de l'électricité), qui vont pratiquer les prix du marché international. Cette mesure va détériorer le niveau de vie des ménages à revenus moyens et modestes, alors que l'Algérie possède des capacités énormes de développement, car les entreprises peuvent signer des contrats et conventions de financement même de l'extérieur et assurer par la suite la transition de l'économie du financement budgétaire au financement du marché.

1- Structure économique de l'Algérie

Présenter la structure de l'économie algérienne revient à ressortir la répartition de la valeur ajoutée par différentes branches dans le produit intérieur brut selon la nomenclature des secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) utilisée par l'office national des statistiques (ONS) (Mebtoul, 2015). L'économie algérienne est dominée par le secteur secondaire qui a participé à la formation du PIB de l'Algérie à hauteur de 47,9 % du PIB en 2015. Il est secondé par le secteur tertiaire 39 % et enfin le primaire avec 13,1%. Puisque cette vue d'ensemble ne permet pas de ressortir les branches qui contribuent plus à la PIB du pays. Il devient primordial de décrire les composantes de chaque secteur d'activités, dans le but de ressortir les branches les plus dominantes de l'économie algérienne

La filière de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage contribue à une hauteur de 13% à la PIB et emploie 10,8% de la population active. La production agricole nationale couvre en moyenne 70 % des besoins nationaux en la matière (FAO, 2017). Malgré ce taux important de la couverture des besoins alimentaires, le pays souffre d'un déficit énorme dans les produits de base (céréales, lait) tant comblé par les importations. La faiblesse du secteur agricole est étonnante quand on connaît les terres fertiles favorables à la céréaliculture dont dispose le pays, dans le passé l'Algérie était le grenier de l'Europe. Il appert, à juste titre, que le développement de l'agriculture par l'État est loin d'avoir réussi à assurer la sécurité alimentaire de la population algérienne. Pour sa part, la branche agro-alimentaire contribue à 33 % de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, a connu un très net développement et modernisation au cours de la décennie 2000. Des PME du secteur privé très dynamiques ont pu redonner sa place à ce sous-secteur, après la crise des entreprises publiques, conséquence des politiques suivies et de l'application des mesures d'ajustement structurel. De plus, un processus de réarticulation avec l'amont agricole des filières pour leur approvisionnement en matières premières est amorcé qui va permettre de rétablir l'intégration intersectorielle. L'analyse du secteur secondaire met en évidence la forte dépendance du pétrole qui contribue de 45% à la PIB et emploie près du tiers de la population active 60 %. Le secteur du pétrole et du gaz représente la majorité des recettes budgétaires et la quasi-totalité des recettes d'exportation. Rappelons que le secteur tertiaire a participé à une hauteur de 39 % à la formation de la PIB en 2015. Les services comprennent l'hôtellerie et restauration, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises (informatique, comptabilité, gestion, services juridiques, d'ingénieurs, d'architectes et techniques) et les services rendus aux particuliers. Le commerce est constitué de toutes les activités d'import-export et de distribution réalisées par les opérateurs économiques œuvrant dans ce sous-secteur du tertiaire. Les droits et taxes sur les importations et la taxe sur la valeur ajoutée touchent les éléments fiscaux en lien avec le commerce extérieur. Transports et communications englobent tous les moyens de transports (terrestre, ferroviaire, aérien,

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

fluvial et maritime) et tous les moyens de communications (poste, Internet, téléphonie et téléphonie mobile, télévision satellite, etc.). Banques et assurances comprennent les institutions financières (banques, caisses de dépôt, compagnies d'assurance, etc.) dont la fonction principale consiste à fournir les services d'intermédiation financière aux entreprises et aux particuliers.

Au terme de notre analyse de la structure de l'économie algérienne, force est de constater que le secteur secondaire demeure celui qui participe le plus à la création de la richesse du pays et que la branche des hydrocarbures y est pour beaucoup, car elle contribue presque à la moitié du PIB. Jusqu'ici, nous avons affirmé que l'économie algérienne s'est développée au fil des décennies pour devenir une économie concentrée et très dépendante de l'exportation des hydrocarbures. Mais pour illustrer davantage la dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis de la rente pétrolière, notons que celle-ci a représenté 93,5% des exportations du pays et près de 98% des recettes budgétaires de l'État en 2015.

2- Orientations de la rente pétrolière vers des projets d'investissement

Les économies diversifiées offrent certains avantages, dont une hausse des échanges commerciaux, une plus grande productivité de capital et de travail, une meilleure intégration économique régionale et un moyen d'affronter les impacts des chocs externes. Ces bénéfices combinés à une gestion publique saine et efficace peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté et à la promotion d'un développement humain et social (OCDE, Nations unies et OSAA, 2010). Mais le passage d'une économie spécialisée à une économie diversifiée est très difficile, demande un grand investissement sans oublier que les études sur la diversification économique sont à la fois disparates en matière d'expériences et de méthodologies. L'Algérie est le deuxième plus grand exportateur de gaz du monde. Elle est classée au 11ème rang pour les réserves pétrolières et au 7ème rang pour les réserves prouvées de gaz. Les minerais extraits en quantité significative

sont le fer, le plomb, le phosphate, l'uranium, le zinc, le sel et le charbon. Les principales activités du secteur manufacturier sont la préparation industrielle des aliments, le textile, les produits chimiques, les métaux et les matériaux de construction.

Aujourd'hui, ce qui préoccupe le plus un grand nombre des économistes algériens, c'est la question de l'allocation des revenus engrangés par l'Algérie dans des projets d'investissement à forte potentialité économique afin d'asseoir les bases d'une économie saine et durable. Il serait en effet ambigu de dire qu'il faut par exemple financer les projets de construction d'infrastructures éducatives et sanitaires ou des entreprises manufacturées, grâce à la rente pétrolière sans toutefois tacher de donner des pistes réalistes sur le comment financer et quelles sont les priorités à cibler, ou qu'est ce qui doit précéder l'un ou l'autre ? Nous sommes plus que jamais convaincus que l'économie diversifiée d'un pays comme l'Algérie, dépend beaucoup plus de la valorisation objective de son capital humain. Ce faisant, il est fructueux de redynamiser le capital humain grâce au financement des programmes de formation professionnelle et Universitaire efficaces et efficaces, mais aussi, grâce au design d'un système de santé inclusif et organisé pouvant contribuer à redorer le blason de la santé, donc de la vigueur et de l'endurance aux algériens dans leur ensemble, et surtout, redonner une force vitale à la jeunesse. Il s'agit ici de financer et d'adapter les formations professionnelle et universitaire aux besoins de la demande de l'économie nationale pour répondre au développement du pays. La diversification économique, reste le chemin royal de l'investissement productif à long terme des revenus pétroliers de l'Algérie.

Pour la comparaison stricto sensu, les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) constituent un cas unique, dans lequel les recettes du pétrole et du gaz ont permis un développement accéléré dans tous les aspects de la vie (Abdelraouf, 2011). L'exemple de réussite de l'économie diversifié de ces pays qui ont pu intelligemment et systématiquement injecté les revenus issus de leurs réserves pétrolières dans la diversification économique viennent illustrer l'importance d'une telle

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

approche d'investissement. Grâce aux revenus pétroliers, l'économie des pays du conseil de coopération du Golfe fut en effet extraordinairement boostée parce que ces pays ont su comment peindre la magnificence de leur économie qui fut conçue, planifiée et mise en œuvre de façon systématique par les décideurs de ces pays. Ces pays sont devenus un foyer intense d'activité géopolitique, militaire, économique. D'autres expériences méritent d'être évoquées telle l'Indonésie.

Ceci dit, cette problématique est ancienne, liée au caractère non renouvelable des ressources pétrolières. La volatilité des revenus pétroliers associée à la forte croissance démographique en a renouvelé l'actualité. Traditionnellement, l'Algérie importe les produits pharmaceutiques dont elle a besoin. Depuis quelques années, ces importations diminuent tandis que la production locale augmente fortement. Eu égard à ces pourcentages, il apparaît évident que l'économie algérienne demeure une économie rentière, la dépendance aux hydrocarbures est perçue comme porteuse de risque. D'où la diversification économique est présentée comme une dimension essentielle à son développement. Certes beaucoup de pays ont échoué de diversifier leur économie mais la diversification économique est rentable sur le long terme, (Hesse, 2008 ; Lederman et Maloney, 2007), mais que son importance variée selon les pays.

Divers facteurs parmi lesquels la géographie et l'écologie limitent considérablement les opportunités de certains pays, mais la plupart d'entre eux peuvent choisir entre plusieurs options, à savoir élargir la gamme des exportations primaires, descendre vers l'aval des chaînes de valeur ajoutée de la transformation ou se déplacer vers les produits manufacturés. Nous extrapolons une synthèse des différentes étapes économiques traversées par l'Algérie depuis son indépendance. Cependant, l'Algérie n'est pas le seul pays exportateur et producteur des hydrocarbures dont l'économie est tributaire de la rente pétrolière et minière. D'autres pays, comme le groupe de CCG ainsi que certains pays africains ont profité des recettes des importations des hydrocarbures au service de la diversification de leur économie. Par exemple le progrès économique réalisé par le groupe des

CCG est grandiose. Ce programme de développement a permis à l'économie de ces pays de passer d'une économie de rente à une économie de production avec des industries et des services à forte valeur ajoutée (Paterne, 2013). Et industrielle, ou encore dans le secteur de la construction et du tourisme, entre autres activités humaines. Il ne fait sans aucun doute que les activités liées au pétrole ont été le moteur principal de la transformation de cette région.

S'agissant des activités intenses en infrastructures, qu'elles soient routières ou immobilières, c'est une lapalissade de dire qu'elles jouent un rôle aussi important que le capital humain dans le processus de développement d'un pays et ce ne suivant le modèle de croissance endogène. En effet, le développement du tourisme par exemple, passe inévitablement par les qualités des services du transport aérien, maritime et urbain, donc par l'excellence des voies d'hébergement rendues praticables aux fins de permettre le développement de ce secteur. Cela reste donc une nécessité absolue de pouvoir injecter une partie des revenus pétroliers dans les infrastructures touristique, agricole, service et de transport. Après tout, il est d'une vérité certaine que depuis le premier son de l'horloge de l'exportation du brut algérien, les ressources pétrolières ont toujours présenté une part importante dans le budget annuel de l'État (plus de 60% en 2016), nonobstant les flux et reflux du prix de barils causés par les conjonctures du marché international qui ont changé parfois la donne budgétaire algérienne. L'envolée des cours mondiaux du pétrole brut depuis 2003 a permis au pays d'augmenter substantiellement ses recettes pétrolières. Par contre, lorsque ces cours ont baissé, l'effet inverse s'est produit et le pays a dû épuiser ses réserves. L'Algérie a puisé dans ses réserves de change et dans son fonds de régulation des recettes. A ce rythme, ces réserves pourraient être épuisées d'ici quatre ans (FMI, 2015). Afin d'éviter la reproduction de ce phénomène l'Algérie doit améliorer l'environnement des affaires pour rendre le pays plus captivant en matière d'investissement direct étranger IDE. La promotion de l'IED, dans les conditions actuelles, pénalise les investisseurs étrangers avec la loi établie en 2009, dont la règle de l'actionariat avec les partenaires étrangers, basée

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

sur la proportion 51/49 % qui a eu des incidences négatives sur l'encouragement de ce type d'investissement en Algérie. Ces contraintes entravent le développement du secteur privé et manufacturier en décourageant les investisseurs nationaux et étrangers. Pour cette raison plusieurs éléments doivent être examinés avec beaucoup d'attention, la loi 51/49 % n'est pas la solution au problème des IDE, il faut travailler la batterie administrative afin de l'adapter aux conditions internationale pour rendre facile et rapide l'accès au financement et aux agréments, ceci ne peut se faire que par l'indépendance et l'élaboration d'un cadre institutionnel et financier solide et attractif. Preuve que la diversification de financement des projets moteurs de production à moyen et long terme reste une piste salubre pouvant mener l'Algérie vers une plus large soutenabilité de son économie qui, est jusqu'ici beaucoup plus tributaire des recettes pétrolières.

La dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'extérieur est de 90% (céréales et de produits laitiers). Les effets de cette dépendance se sont d'ailleurs fait sentir dans le pays en 2016, lorsque des centaines d'algériens ont manifesté pour dénoncer « la vie chère ». Il est primordial de revaloriser les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ces trois secteurs qui constituaient la mamelle de l'économie algérienne. A lire de plus près ce qui s'est passé et ce qui continue de prendre de l'ampleur dans ce pays, il n'est pas présomptueux de dire que le pétrole a été, et continue d'être une diversion tendant à obérer l'économie nationale, puisqu'il est appréhendé comme une fin en soi, et non une richesse à redistribuer avec plus de prudence et de l'intelligence. Plus, les barils produisent de faramineux revenus, moins, l'attention est accordée à un secteur vital comme celui de l'Agriculture, moins encore, au secteur de l'élevage ou de la pêche. S'agissant de l'Agriculture algérienne, plusieurs paramètres préliminaires doivent minutieusement être considérés de sorte que l'on ne succombe pas du coup à la fatale erreur de penser que l'achat des Tracteurs ou creuser des puits par exemple, est une panacée totale au problème que pose l'Agriculture algérienne. On recommanderait de voir les réalités de ce secteur en face depuis les différentes méthodes culturales, jusqu'à la

stratigraphie sociologique des populations rurales avant de faire sortir un plan d'étude de faisabilité objectif et assez crédible quant à la mise en œuvre d'une politique agricole solide qui puisse permettre à l'industrie agroalimentaire d'aller plus librement et efficacement vers une productivité élevée. De même que l'Agriculture, l'élevage et la pêche restent le maillon fort de l'économie algérienne et ces derniers ne demandent qu'une bonne attention pour que le pays puisse y tirer son compte. Une telle approche contribuera non seulement à amoindrir la dépendance *via-vis* de l'extérieur, mais aussi et surtout, beaucoup plus significativement dans la création de l'emploi. D'où le budget destiné à l'importation des produits alimentaires sera orienté vers d'autres projets d'investissement dans le développement du capital humain par la mise en place des programmes d'enseignement supérieur et de recherche en association avec des structures universitaires internationales pourraient enclencher une dynamique positive d'amélioration du capital humain local et favoriser le développement d'activités à plus forte valeur ajoutée en dehors de la sphère liée à la rente pétrolière.

Conclusion

L'économie algérienne est une économie rentière, qui dépend de la rente pétrolière depuis la nationalisation des hydrocarbures, durant cette période le pays a connu une période d'industrialisation florissante. Au total, la structure de l'économie algérienne ne permet donc pas au pays de tirer profit de la richesse de son sol et de son sous-sol, puisque ces ressources sont extraites et exportées vers les pays européens. La forte dépendance de l'économie algérienne vis-à-vis des hydrocarbures est de plus en plus menaçante d'autant plus que c'est une ressource non renouvelable dont la durée de vie est bien limitée. Au terme de cette brève présentation des grandes orientations de l'économie algérienne, il apparaît que la stratégie de la diversification économique repose sur l'orientation des recettes de la rente vers des projets d'investissement dans le tourisme, l'agriculture et le capital humain. Les objectifs visés par cette stratégie la création d'autres recettes autre que la rente, réduire le taux de chômage et en même temps que la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur. Ceci ne peut se faire

La diversification économique en Algérie : Proximité méditerranéenne et réalités algériennes

que par l'adaptation de l'environnement des affaires aux besoins internationaux, la résolution du problème de la gouvernance des institutions financières qui se caractérise actuellement par un niveau élevé de dépenses publiques et aussi il faut migrer vers une approche libérale qui privilège le développement d'une nouvelle forme de gouvernance démocratique du pays et oublier le libéralisme dirigé et planifié.

Bibliographie

- Borrelly Rollande Abdelatif Rebah " Economie algérienne, le développement national contrarié" , éditions INAS 2012.
- -Anseur Faycal, 2012. « Cette caste qui confisque le pétrole algérien ». Slate. Afrique. Novembre.2012.
- Alain Roussillon Les dossiers du CEDEJ : l'Égypte et l'Algérie au péril de la libéralisation. Le Caire-Egypte. CNRS, 1996.
- Abdelatif Rebah, "L'économie algérienne, 50 ans après l'indépendance : retour à la case départ ?", Septembre 2012.
- Belmihoub mohamed cherif," Les réformes économiques au Maghreb : la gouvernance à l'épreuve de l'autoritarisme, in la revue des sciences commerciales, INC n° 8, 2008, pp. 107-141
- -Belhadi Sarah, 2015. « Pétrole : la Banque d'Algérie tire la sonnette d'alarme ». Journal la Tribune Juillet 2015.
- -Bellal Samir, 2013. « Dutchdisease et désindustrialisation en Algérie, une approche critique » Revue du chercheur. Mai 2013. pp.1-13.
- -Benderra Omar, 2002. « Les réseaux aux commandes de l'État, Extrait de La Méditerranée des réseaux, Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb. Algeria-watch. Octobre 2002.
- -Bouhou Kassim, 2009. « L'Algérie des réformes économiques : un goût d'inachevé ». Revue. Politique étrangère. N° 02/2009. pp. 323-335
- -Bozonnet Charlotte, 2015. « L'Algérie fragilisée par la chute de cours de l'or noir ». Le Monde. Économie. Septembre 2015.

- -Chabane, Merah. 2010. « L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion », Cahiers de la Méditerranée 2010.
- -Fernandez, D.B &Toulon, F. 2014. « Pays riche, population pauvre : quelle stratégie de développement pour l'Algérie Ed, Ipag, Business School, Working paper series.
- CNUCED .2014 : « Le développement économique en Afrique ». Rapport catalyser l'investissement pour une croissance transformatrice en Afrique. Nations Unis. 2014.
- -Hugon, Philippe .2010. « L'Afrique, un continent toujours convoité », L'ENA hors les murs, Mars 2010
- Mebtoul, Abderahmane .2015. « Les six impacts de la baisse du cours du pétrole sur l'Algérie » Le Matin. Aout 2015.
- Jean Raphael Chaponnière et Pierre Judet, " Dynamiques industrielles asiatiques. Quels enseignements pour l'Afrique", in revue Gérer et comprendre, juin 1993, n°31, pp.51-59.
- -Pironet. Olivier .2012. « Histoire et espérance Algérie 1954-2011 ». Manière de voir, le monde diplomatique. N° 121, février 2012.
- -The United Nations Office of the Special Adviser on Africa (UN-OSAA) and the NEPAD-OECD Africa Investment Initiative .2010.« Economic Diversification in Africa ». A review of selected countries.